

INDONÉSIE : LES INVESTISSEMENTS

Dans cette page : [Les IDE en chiffres](#) | [Pourquoi choisir d'investir en Indonésie](#) | [La protection des investisseurs étrangers](#) | [Les procédures relatives à l'investissement étranger](#) | [Les terrains et les immeubles](#) | [L'aide à l'investissement](#) | [Les opportunités d'investissement](#) | [Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres](#) | [Trouver de l'aide pour des informations complémentaires](#)

Les IDE en chiffres

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2023 de la CNUCED, les flux d'IDE vers l'Indonésie ont totalisé 21,9 milliards de dollars en 2022, en hausse de 4 % par rapport à l'année précédente, faisant du pays le dix-septième plus grand récipiendaire au monde. La même année, le stock total d'IDE était estimé à 262,9 milliards de dollars, soit environ 19,9 % du PIB de l'Indonésie. Selon les données de la Commission de coordination de l'investissement indonésienne, en 2023, l'Indonésie a attiré un total de 47,34 milliards de dollars d'IDE (hors investissements dans les secteurs financier et pétrolier et gazier), marquant une augmentation notable de 13,7 % par rapport à l'année précédente. L'industrie des métaux de base est arrivée en tête des bénéficiaires, avec 11,8 milliards de dollars, tandis que l'exploitation minière se classait quatrième avec 4,7 milliards de dollars. De plus, des secteurs tels que l'entreposage, les télécommunications, les produits pharmaceutiques et la pâte et le papier ont également enregistré d'importants flux d'IDE. Singapour, la Chine et Hong Kong se sont démarqués en tant que principales sources d'IDE pour l'Indonésie au cours de la même période.

Les caractéristiques démographiques jeunes de l'Indonésie, la forte demande intérieure, la politique stable, les riches ressources naturelles et les politiques macroéconomiques saines en font une destination attrayante pour l'investissement direct étranger. Les flux d'IDE vers l'Indonésie ont augmenté et leur base s'est élargie en raison de la croissance économique résiliente, de la faible dette publique et de la gestion fiscale prudente. La croissance des IDE est attribuée à une série de mesures économiques mises en œuvre par le gouvernement indonésien au cours des dernières années, axées principalement sur la déréglementation, l'application de la loi et la certitude des affaires, les réductions d'intérêts pour les exportateurs, les réductions des tarifs énergétiques pour les industries intensives en main-d'œuvre, les incitations fiscales pour l'investissement dans les zones économiques spéciales et les taux d'imposition réduits sur les biens immobiliers acquis par les fiducies d'investissement immobilier locales. De plus, l'Indonésie a abaissé l'exigence de participation minimale pour les investisseurs étrangers et a supprimé l'exigence d'approbation pour plusieurs transactions commerciales impliquant des investisseurs étrangers. D'autre part, les investisseurs étrangers rencontrent un climat d'investissement difficile en Indonésie en raison de divers facteurs, notamment des réglementations restrictives, une incertitude juridique et réglementaire, un nationalisme économique, un protectionnisme commercial et des intérêts particuliers. Ces obstacles constituent des barrières importantes à l'investissement, affectant la facilité de faire des affaires et pouvant dissuader les influx de capitaux étrangers. L'Indonésie se classe au 61e rang parmi les 132 économies sur l'Indice mondial de l'innovation 2023 et au 53e rang sur 184 pays sur l'Indice de la liberté économique 2023.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants <i>(millions USD)</i>	18.591	21.131	21.968
Stocks d'IDE <i>(millions USD)</i>	240.564	259.697	262.920
Nombre d'investissements greenfield*	64	73	96
Value of Greenfield Investments <i>(million USD)</i>	20.300	8.248	15.016

Source : *UNCTAD, Dernières données disponibles.*

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

LES FLUX D'IDE PAR PAYS ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les pays investisseurs	2020, en %
Singapour	23,0
Thaïlande	17,0
Hong Kong	14,0
Japon	11,0
Corée du Sud	8,0
Chine	4,0
Taiwan	3,0
USA	3,0

Les secteurs investis	2020, en %
Intermédiation financière	24,0
Industrie manufacturière	22,0
Transport, stockage et communication	12,0
Commerce de gros et de détail	11,0

Les secteurs investis	2020, en %
Mines et carrières	10,0
Électricité, gaz et eau	8,0
Construction	5,0

Source : Bureau indonésien de coordination des investissements (BKPM), Dernières données disponibles.

Les formes de sociétés préférées par les investisseurs	En règle générale, les étrangers ne peuvent investir que par le biais de l'établissement d'une société à responsabilité limitée (Perseroan Terbatas ou PT). Une PT peut être une coentreprise constituée par un investisseur étranger et un partenaire indonésien ou une société dont la propriété est exclusivement étrangère et dans laquelle la participation étrangère peut atteindre 100%.
Les formes d'établissements préférés par les investisseurs	La société est la forme d'établissement privilégiée.
Les principaux investisseurs	Total, Shell, British petroleum, Credit Lyonnais, ING Bank, ABN Amro Bank, Nike, Reebok, Adidas, Carrefour, Danone, Accor...
Les sources statistiques	Bureau de coordination des investissements (BKPM) Institut de statistiques (BPS)

Pourquoi choisir d'investir en Indonésie

Les points forts	L'Indonésie compte plus de 277 millions d'habitants, ce qui constitue un marché interne énorme pour toute entreprise souhaitant s'y installer. De plus, le pays dispose d'abondantes ressources naturelles (bois d'œuvre, ressources halieutiques, pétrole, gaz naturel, métaux) et présente une très grande biodiversité. La demande interne est croissante, grâce au développement de la classe moyenne. Enfin, la solidité du secteur bancaire et du secteur financier crée un environnement économique favorable à une croissance durable.
Les points faibles	La principale entrave aux investissements réside dans le coût élevé des prélèvements illégaux, qui peuvent monter jusqu'à 60%. Les études de la Banque mondiale montrent que le cadre légal et économique est moins efficace en Indonésie que dans d'autres pays asiatiques. La justice et les administrations fiscale et douanière restent toujours perçues par les milieux d'affaires comme étant généralement corrompues et arbitraires. De plus, le pays souffre d'infrastructures limitées ; l'accès aux différentes îles de l'archipel est généralement compliqué, ce qui accroît les inégalités économiques. Par ailleurs, la grande diversité de la population, un niveau de chômage élevé et une grande pauvreté dans certaines régions accentuent les tensions inter-ethniques et affaiblissent ainsi la stabilité du pays. Enfin, la grande dépendance vis-à-vis de la Chine concernant les exportations de matières premières accentue le risque de ralentissement économique du pays.
Les mesures mises en place par le gouvernement	Les incitations à l'investissement sont destinées à tous les investisseurs, nationaux et étrangers. Il s'agit notamment d'allègements des droits sur les entrants et sur les biens d'équipement importés et d'incitations additionnelles pour les investissements à vocation exportatrice ainsi que pour les investissements dans certaines régions. Une réduction de l'impôt sur les sociétés sous la forme d'un congé fiscal est offerte aux industries pionnières qui ont un plan d'investissement en capital de plus de 100 milliards de IDR. Les entreprises qui n'ont pas droit à un congé fiscal peuvent demander un abattement fiscal, afin d'obtenir une réduction d'impôt. L'Indonésie restreint les investissements étrangers dans certains secteurs par le biais d'une liste d'investissements négatifs. La liste des investissements négatifs de 2016 prévoit une augmentation des investissements étrangers dans certains secteurs, notamment le commerce électronique, le cinéma, le tourisme et la logistique. Dans le domaine des soins de santé, la liste de 2016 relâche les restrictions sur les investissements étrangers dans des catégories telles que les services de gestion des hôpitaux et la fabrication de matières premières pour les médicaments. En juin 2019, le gouvernement indonésien a publié le GR 45/2019, qui définit une série d'incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, les programmes de formation, ainsi que la recherche et le développement (R&D). Les contribuables qui investissent ou développent des industries à forte intensité de main-d'œuvre ou des industries pionnières peuvent bénéficier d'une réduction du revenu net de 60 % de leur investissement total sous forme d'actifs corporels, comprenant tout terrain utilisé pour des activités commerciales importantes pendant une certaine période. Les investisseurs qui souhaitent lancer des programmes d'apprentissage ou des activités de formation pour développer les travailleurs sur la base de "certaines compétences" peuvent obtenir une réduction du revenu brut allant jusqu'à 200 % des coûts totaux encourus. Les contribuables qui s'engagent dans des initiatives de R&D peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt de 300 % du revenu brut sur le total des coûts encourus.

La protection des investisseurs étrangers

Les conventions bilatérales d'investissement signées par l'Indonésie	L'Indonésie a signé des accords bilatéraux de protection des investissements avec 72 pays, listés ici.
Les controverses enregistrées auprès de la CNUCED	Le Navigateur ISDS contient des informations sur les cas d'arbitrage international connus, engagés par des investisseurs contre des États en vertu d'accords internationaux d'investissement. L'Indonésie est impliquée dans 7 affaires en tant qu'État défendeur.
Les organismes offrant leur assistance en cas de désaccord	ICCWBO , Cour internationale d'arbitrage, Chambre internationale de commerce ICSID , Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
Membre de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)	L'Indonésie est membre de la convention MIGA.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Indonésie	East Asia & Pacific	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	10,0	5,9	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	5,0	5,2	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	2,0	6,7	9,0	5,0

Source : *The World Bank - Doing Business*, Dernières données disponibles.

Les procédures relatives à l'investissement étranger

La liberté d'établissement	Ce n'est pas garantie dans tous les secteurs. L'Indonésie restreint les investissements étrangers dans certains secteurs par le biais d'une liste d'investissements négatifs.
La réglementation concernant les prises de participation	La prise de participation étrangère au capital d'une entreprise indonésienne est autorisée, sauf dans certains secteurs d'activités.
Les obligations de déclaration	Le Conseil de coordination des investissements, ou BKPM, agit en tant qu'agence de promotion des investissements, organisme de régulation et agence chargée d'approuver les investissements prévus en Indonésie. Par conséquent, il est le premier point de contact pour les investisseurs étrangers, en particulier dans les secteurs manufacturier, industriel et des services non financiers.
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	Agence pour le contrôle des aliments et des médicaments (BPOM) Bureau de coordination des investissements (BKPM)
Demande d'autorisation spécifique	Les restrictions relatives aux IDE sont décrites dans le décret présidentiel n° 44/2016. La liste négative des investissements vise à consolider les restrictions sur les IDE résultant de nombreux décrets et règlements, afin de créer plus de certitude pour les investisseurs étrangers et nationaux. La révision de la liste en 2016 a assoupli les restrictions dans un certain nombre de domaines précédemment fermés ou limités. Parmi les secteurs partiellement ouverts aux investissements étrangers, il y a : • Une entreprise de services de construction est ouverte aux investissements étrangers jusqu'à 67 % (70 % si l'investisseur étranger est originaire d'un pays de ASEAN). • Une entreprise de distribution qui n'est pas affiliée à une entreprise manufacturière est ouverte aux investissements étrangers jusqu'à 67 % ; cependant, l'entreprise de distribution devient ouverte aux investissements étrangers à 100 % si elle est affiliée au fabricant. • Une entreprise d'assurance est ouverte aux investissements étrangers à hauteur de 80 %. Avant d'exercer une activité dans les secteurs susmentionnés, il faut obtenir l'approbation de l'organisme compétent, la BKPM.

Les terrains et les immeubles

Les solutions temporaires	Solutions de bureau temporaires : Regus, bureau virtuel de Jakarta
La possibilité d'acheter un	Le gouvernement a récemment approuvé un règlement permettant aux personnes étrangères

terrain ou un bâtiment industriel ou commercial	d'acheter localement des biens d'une certaine valeur. Par exemple, les personnes étrangères peuvent acheter une maison d'une valeur minimale de 10 milliards de DTI à Jakarta. En plus de la valeur de la propriété, l'étranger doit satisfaire aux exigences de la réglementation du ministère de l'agriculture. À des fins d'investissement, les investisseurs étrangers doivent créer une société à investissement étranger (PMA) conformément aux règles du BKPM. Par conséquent, la société PMA détiendra le titre de propriété à la place de l'investisseur étranger (droit de construire et droit d'utiliser le terrain).
Les risques d'appropriation	L'article 21 de la Loi de 1967 sur les investissements étrangers stipule que le gouvernement ne doit pas procéder à la nationalisation des investissements étrangers excepté après passage d'une loi, si les intérêts nationaux sont en jeu. Selon le BKPM, le droit de l'entreprise à recevoir une compensation est respecté en cas d'expropriation. Depuis le passage de la Loi de 1967 sur les investissements étrangers, aucune expropriation n'a été menée.

L'aide à l'investissement

Les formes d'aide	Parmi les mesures de soutien aux IDE figurent l'allègement des droits sur les entrants et biens d'équipement importés, des incitations additionnelles pour les investissements à vocation exportatrice ou pour les investissements dirigés vers certaines régions, une loi sur la fiscalité qui permet une simplification du régime des incitations fiscales, un aménagement de la TVA, un congé fiscal et d'un abattement fiscal.
Les domaines privilégiés	Des incitations sont accordées aux industries pionnières qui pourraient apporter une valeur ajoutée et une production externe élevée, introduire de nouvelles technologies (par exemple, en relation avec des industries telles que la métallurgie en amont, le raffinage du pétrole, le transport maritime et/ou la transformation), avoir une valeur stratégique pour l'économie nationale. En conclusion, les incitations sont conçues pour encourager davantage d'investissements étrangers directs qui élargissent la base de main-d'œuvre qualifiée, développent l'industrie et la R&D.
Les zones géographiques privilégiées	Il existe quatre types de zones économiques : Les parcs industriels, les zones économiques spéciales (ZES) et les zones touristiques et zones de libre-échange. Le gouvernement indonésien encourage le développement de parcs industriels qui visent à contrôler l'utilisation de l'espace, à accroître les efforts de développement économique respectueux de l'environnement, à accélérer la croissance et à améliorer la compétitivité des investissements, et à fournir une certitude dans la planification et la construction des infrastructures à l'appui du développement économique et des investissements. Les ZES sont conçues pour maximiser les activités industrielles, l'exportation, l'importation et d'autres activités connexes qui ont une valeur économique élevée. En outre, les zones bénéficient de certaines facilités et incitations afin d'accroître la compétitivité des pays voisins. Enfin, le gouvernement a établi une liste de 10 destinations touristiques prioritaires pour le développement.
Les zones franches	L'État accorde des incitations aux entreprises industrielles étrangères et nationales qui choisissent de s'implanter dans l'une des zones de libre-échange : Sabang, Bintan, Karimun et Batam.
Organismes d'aides publiques et de financement	Avec la décentralisation, les collectivités locales se livrent à une surenchère en matière d'incitation à l'investissement. L'Indonésie bénéficie de projet d'assistance de l'Union européenne et de l'USAID. Pour le programme de l'USAID, l'organisme national chargé de l'exécution est le Projet indonésien d'assistance au commerce (ITAP), qui a pour tâche de renforcer les capacités des administrations publiques en matière d'analyse, de négociation et de mise en œuvre des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux. L'ITAP travaille directement avec le Ministère du commerce pour assurer une formation qui aidera les entreprises indonésiennes à trouver davantage de débouchés sur les marchés internationaux. Le Programme de soutien au commerce (TSP), qui est chargé de l'exécution du programme d'assistance de l'UE, se consacre principalement à la formation et à la diffusion de l'information, ainsi qu'aux études de marché. Les bénéficiaires de ce programme seront ceux qui exercent des activités commerciales internationales en Indonésie, en particulier les PME exportatrices, qui pourront ainsi accroître les échanges avec leurs homologues des autres pays et de l'UE. Les sociétés européennes qui achètent en Indonésie y trouveront des produits plus fiables et plus conformes aux normes européennes, tandis que les sociétés européennes qui exportent vers l'Indonésie, ou qui opèrent dans ce pays, devraient également bénéficier de procédures d'importation simplifiées.

Consultez [French Desk](#) pour trouver les banques et les sociétés d'assurances prêtes à vous accompagner en Indonésie.

Les opportunités d'investissement

Les secteurs économiques clés	Énergie (pétrole, gaz, électricité), agriculture (café, palmier à huile, caoutchouc), ressources minières et forestières, industrie textile et du papier
Les secteurs à fort potentiel	Parmi les secteurs à fort potentiel d'expansion figurent : les télécommunications (notamment le sans fil et les infrastructures), les transports, l'énergie (pétrole, gaz, électricité), le traitement des eaux et l'ingénierie, la construction, la sécurité, l'industrie médicale et pharmaceutique, l'aéronautique, l'informatique, l'industrie chimique, la vente au détail, les services de franchise.
Les programmes de privatisation	L'État mène un programme de privatisation dans le secteur des télécommunications, de l'énergie (gaz), des banques et des transports. Le gouvernement central de l'Indonésie a annoncé à plusieurs reprises son intention d'universaliser l'accès à l'eau potable. Pour atteindre cet objectif, on estime que 27 millions de nouveaux raccordements sont nécessaires, avec un déficit d'investissement important de 274,8 milliards de dollars (20,8 milliards de dollars). C'est pourquoi un processus de privatisation est en cours depuis 2017.
Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Tenders Info , Appels d'offres en Indonésie Banque asiatique de développement , Appels d'offres en Asie

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques	Fabrication des armes, secteur des boissons alcooliques, concession d'exploitation de forêts naturelles, entreprises de bûcheronnage, culture de matériel génétique, services de transport par taxi/bus, petites entreprises de navigation, services de négoce et services d'appui, à l'exception de la vente au détail à grande échelle, du commerce de gros, de la fourniture de services d'exposition et de congrès, de la fourniture de services de certification de la qualité, de la fourniture de services d'études de marché, de la fourniture de services d'entreposage en dehors des ports maritimes et de la fourniture de services après-vente, de la radiodiffusion et télédiffusion, fourniture de services de radiodiffusion et de télédiffusion en circuit fermé et presse audiovisuelle et écrite, production de films cinématographiques
------------------------------	--

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les autres ressources utiles	Chambre de commerce et d'industrie indonésienne
Les guides de l'investisseur	Guide commercial de l'Indonésie (trade.gov) Climat d'investissement en Indonésie - Département d'Etat des Etats-Unis (en anglais) Guide des affaires en Indonésie, Mazars

Consultez [French Desk](#) pour trouver les agences de développement économique prêtes à vous accompagner en Indonésie.